

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Les petites phrases de la semaine

Rassemblées par Y.F.I

Dr Matshidiso Moeti, directrice régionale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) :

"La troisième vague d'infection par la Covid-19 en Afrique semble s'être stabilisée, mais les cas restent très élevés. Avec près de 248 000 cas signalés au cours de la semaine dernière".

Guy-Patrick Obiang Ndong, ministre de la Santé :

"(...) Le président de la République, Ali Bongo Ondimba, insiste sur la qualité des soins offerts à la population gabonaise. Cette qualité de soins dépend de la qualité des hommes et femmes qui travaillent dans nos structures sanitaires".

Jean-Yves Le Drian, ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères :

"Cette fermeture (Ndlr : Chancellerie détachée de France à Port-Gentil) se justifie par une baisse significative du nombre de Français inscrits sur le secteur de Port-Gentil et doit s'apprécier au regard d'une activité modeste centrée sur la délivrance de titres d'identité et de voyage".

Guy Nzouba Ndama, président du parti "Les Démocrates" :

"Il ne saurait exister des zones interdites à une catégorie d'acteurs. Le Gabon est un et indivisible".

Dr Constant Oyono Ebang Obame, fondateur du Parti des républicains (PR) :

"(...) Les filles et fils du Gabon devaient se parler dans l'intérêt supérieur du Gabon, afin qu'il n'y ait ni vainqueur ni vaincu pour que seul le Gabon gagne!".

Stéphane Bounguendza, coach de Missile FC :

"À la lumière de l'échantillon qui se présente à lui (Ndlr, Patrice Neveu, sélectionneur national de football), il ne peut que faire avec. S'agissant du cas Ndong, je pense qu'il doit tout de même faire partie du groupe pour le mettre en jambes. Car il est indispensable pour notre sélection".

Dr Andrew Gwodog, président de la Fédération gabonaise des sociétés d'assurance (Fegasa) :

"L'un des objectifs de la réglementation financière étant justement la préservation des intérêts des assurés et bénéficiaires des contrats d'assurance, elle est aussi garante de la stabilité financière et monétaire".

Hôtel de Ville de Ndendé : Gisèle Itoumba aux commandes

F. NDONGO
Ndendé/Gabon

GISÈLE Itoumba a été élue, vendredi dernier, maire de la commune de Ndendé. C'était au terme d'une session extraordinaire du Conseil municipal. Elle remplace à ce poste Charles Batsielili Idoudou, incarcéré depuis avril dernier, dans le cadre de l'opération "Scorpion", pour des faits présumés "de détournement de fonds publics, complicité de détournement de fonds publics, recel et blanchiment".

Après Maïté Mapangou, Gisèle Itoumba, membre du Bureau politique du Parti démocratique gabonais (PDG), devient ainsi la seconde femme à présider aux destinées du Conseil municipal du chef-lieu du département de la Dola dans la Ngounié. Une localité où le commerce et les transports constituent les principales sources de recettes de la municipalité. Son élection ne constitue véritablement pas une surprise. Depuis son éviction du secrétariat national du PDG en qualité de responsable de l'animation politique dans le Haut-Ogooué,

elle était pressentie pour succéder à Charles Batsielili Idoudou.

Seule candidate en lice, elle a obtenu la totalité des suffrages exprimés. Soit les quinze (15) voix des conseillers municipaux du PDG contre quatre (4) bulletins nuls. Les quatre (4) élus municipaux de l'association VIP, opposition défendant les valeurs politiques de Pierre Mamboundou, s'étant retirés de la salle afin d'éviter de retarder les opérations de vote. Vu que, selon eux, ils n'avaient pas de candidat.

À l'issue du dépouillement, elle a indiqué que son élection "est une manifestation probante de la Décennie de la femme décrétée par le président de la République, Ali Bongo Ondimba". Non sans lui exprimer sa "très profonde gratitude ainsi qu'aux instances du PDG pour avoir été investie". Ceci dit, au regard des attentes de ses administrés, sa tâche ne s'annonce pas du tout aisée. D'autant qu'elle devrait s'atteler, assez rapidement, à la construction d'un marché et à l'amélioration des voiries. Dans tous les cas, avec son élection, le PDG semble avoir définitivement tourné la page de Patrichi Tanasa dont l'ancien édile était jugé très proche.



Photo : Felicien Ndong

Gisèle Itoumba, au terme de son élection à la mairie de Ndendé.

La Semaine Un coup de pouce inespéré

OKONDJA, chef-lieu du département de la Sébé-Brikolo, dans la province du Haut-Ogooué, la deuxième province du Gabon, aura été au cœur de l'actualité politique de la semaine qui s'est achevée hier. Et pour cause, la tournée d'une délégation du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM), conduite par son président, Alexandre Barro Chambrier, a connu quelques perturbations à l'étape d'Okondja... Le fait a affolé la toile. Chacun allant de son commentaire.

Avant de poursuivre sur les incidents dont a été victime le RPM, relevons que l'actualité de la semaine écoulée a également été marquée par ce que d'aucuns qualifient de scandale au sein de la justice gabonaise. Une affaire de faux et usage de faux, escroquerie, fétichisme, partie de la Direction générale de la documentation et de l'immigration (DGDI), et impliquerait des officiers supérieurs, magistrats, avocats, greffiers, etc. Ce qui a attiré notre attention ici, c'est l'interview que Me

Moumbembe, l'avocat de la DGDI, a accordée à notre confrère "La Loupe".

Morceaux choisis : "(...) Oui plusieurs avocats, magistrats, généraux de l'armée, politiciens sont mêlés..."; "La confrontation entre le procureur de la République de Libreville et les mis en cause, en présence des avocats et des enquêteurs de la DGDI au palais de Justice de Libreville a innocenté sans ambiguïté, le maître actuel du Parquet de la République. Cependant, des zones d'ombre persistent en ce qui concerne certains magistrats, greffiers, généraux de l'armée, etc."; "Le peuple doit savoir (...)" ; etc. À la suite de Me Moumbembe, nous dirons même que le peuple a hâte de savoir !

Quant à Okondja, cela ne servirait à rien d'ajouter encore au débat qui fait rage sur la toile. Tout Gabonais sérieux et responsable doit condamner tout acte susceptible de mettre à mal la cohésion nationale. C'est d'ailleurs le lieu de saluer la hauteur et l'objectivité

de Barro Chambrier qui n'est pas tombé dans le piège du sensationnel et du populisme. Il a reconnu que l'incident d'Okondja était l'œuvre de quelques "égarés" qui n'ont encore rien compris au pluralisme démocratique. Reconnaissant avoir été bien accueilli par la majorité des Okondjais, et des Altogovéens d'ailleurs. D'où notre soutien à l'interpellation du gouvernement par le président du parti "Les Démocrates". Au-delà des formations politiques qui doivent éduquer leurs militants, les autorités devraient être fermes face aux agissements blâmables de certains citoyens. De peur d'encourager les loubards. Finalement, les incidents d'Okondja donnent raison à Albert Einstein qui disait que "la bêtise humaine n'a pas de limite". Dans tous les cas, Barro Chambrier n'espérait pas un tel coup de pouce dans le Haut-Ogooué.

ONDOUBA'NTSIBAH